

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 12-16 juin 2006

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2006/6-H/1*
(en français seulement)

19 mai 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

* Réimprimé pour raisons techniques

RAPPORT SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE DU PAM

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice financière, CFO: Mme G. Casar tél.: 066513-2885

Directeur financier adjoint et M. E. Whiting tél.: 066513-2701
Directeur, CFOA*:

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* CFOA: Bureau de la comptabilité générale (ex-ADF)



RESUME

Le rapport présente les soldes des liquidités et des placements à court terme, par catégorie d'activité, détenus par le PAM au 31 décembre 2005, tels que reflétés dans les comptes vérifiés de l'exercice biennal 2004–2005. Il contient également un certain nombre d'indicateurs financiers qui illustrent les augmentations de la valeur financière des opérations au cours des trois exercices biennaux écoulés ainsi que les augmentations connexes des soldes de trésorerie.

L'on trouvera aussi dans le rapport une analyse des soldes de trésorerie à la lumière des contributions et des dépenses, avec une indication des délais de recouvrement des contributions à recevoir et de paiement des comptes créditeurs. Le rapport présente les rentrées et les sorties mensuelles de liquidités, qui font apparaître l'instabilité des flux de trésorerie sur une période de deux ans.

Le document explique les sources des soldes de trésorerie, pour chacune des principales rubriques des comptes vérifiés de l'exercice biennal et aussi de façon plus détaillée pour chacune de ces rubriques. Le rapport indique quel devrait être le niveau approprié des soldes de liquidités pour chacune de ces catégories et les compare aux soldes effectivement détenus au 31 décembre 2005.

En conclusion, le Secrétariat considère que, globalement, le niveau des soldes de trésorerie détenus par le PAM est raisonnable mais que des ajustements doivent être apportés aux soldes détenus sous certaines des principales rubriques pour les ramener à des niveaux appropriés.

PROJET DE DECISION*

Le Conseil prend note du "Rapport sur la situation de trésorerie du PAM" (WFP/EB.A/2006/6-H/1) et recommande au Secrétariat de maintenir les soldes de trésorerie à l'examen pour veiller à ce qu'ils demeurent à des niveaux appropriés.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.A/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

1. Dans sa décision 2005/EB.2/9, par laquelle il a approuvé le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2006–2007, le Conseil a demandé au Secrétariat d'élaborer un rapport analysant le montant, les sources et l'utilisation des soldes de trésorerie du PAM, assorti d'une note définissant ce que le Secrétariat juge approprié en matière de liquidités.
2. Le présent document contient une analyse des liquidités et des placements à court terme (également dénommés globalement soldes de liquidités) reflétés dans les comptes vérifiés de l'exercice biennal 2004–2005.

LIQUIDITES ET PLACEMENTS A COURT TERME

3. Les soldes des liquidités et des placements à court terme détenus par le PAM au 31 décembre 2005, tels que reflétés dans les comptes vérifiés de l'exercice biennal, se montaient à 1 130 239 dollars É.-U.
4. Le tableau 1 ci-dessous présente les soldes de liquidités imputables aux: i) différentes catégories d'activités; ii) Fonds général et comptes spéciaux; et iii) opérations bilatérales et fonds d'affectation spéciale. L'on y trouvera également, à titre de comparaison, les soldes des liquidités et des placements à court terme à la fin des exercices biennaux 2002–2003 et 2000–2001.

TABLEAU 1: LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS À COURT TERME (en millions de dollars)			
	31 décembre 2005	31 décembre 2003	31 décembre 2001
Différentes catégories d'activités	463,4	412,9	391,1
Fonds général et comptes spéciaux	430,7	397,6	347,7
Opérations bilatérales et fonds d'affectation spéciale	236,1	96,9	23,5
Total des liquidités et des placements à court terme	1 130,2	907,4	762,3

5. Comme les montants des soldes des liquidités détenus sont liés à la valeur financière des activités opérationnelles, il faut, pour analyser la question, inévitablement tenir compte de l'évolution des flux financiers et des soldes de trésorerie avec le temps. Le PAM a enregistré au cours des trois exercices biennaux écoulés une augmentation significative de ses recettes et de ses dépenses en espèces.
6. Le tableau 2 ci-dessous présente les principaux indicateurs financiers pour les exercices biennaux 2000–2001 à 2004–2005.

TABLEAU 2 – INDICATEURS FINANCIERS (en millions de dollars)					
	2000–2001	2002–2003	2004–2005	Augmentation 2004–2005 par rapport à 2000–2001	
Total des liquidités et des placements à court terme¹	762,3	907,3	1 130,2	367,9	48,3%
Liquidités imputables aux différentes catégories d'activités ¹	391,1	412,9	463,4	72,3	18,5%
Contributions (catégories d'activités) ²	1 996,5	3 358,7	3 709,1	1 712,6	85,8%
Dépenses (catégories d'activités) ²	1 931,1	2 924,9	3 763,3	1 832,2	94,9%
Engagements et montants nets des comptes créditeurs ¹	226,2	514,2	649,8	423,6	187,3%
Réserves ¹	113,9	336,3	259,4	145,5	127,7%

¹ Au 31 décembre.

² À l'exclusion des contributions et dépenses en nature.

7. Comme le montre le tableau 2, les indicateurs financiers concernant les contributions et les dépenses pour 2004–2005 reflètent des augmentations significatives par rapport à l'exercice biennal 2000–2001.
8. Le total des liquidités et des placements à court terme fait apparaître une progression de 48 pour cent qui reflète, dans une certaine mesure, l'augmentation des soldes de trésorerie imputables aux opérations bilatérales et aux fonds d'affectation spéciale. Compte tenu de l'augmentation du niveau des recettes provenant des contributions ainsi que des dépenses, qui est comprise entre 85 et 95 pour cent, résultant de l'élargissement significatif des opérations du PAM, les soldes des liquidités imputables aux différentes catégories d'activités ne reflètent qu'une augmentation relativement modeste, à savoir 18,5 pour cent depuis décembre 2001.

RATIOS FINANCIERS

Analyse des soldes de trésorerie au regard des dépenses en espèces

9. Le tableau 3 présente les dépenses et soldes des liquidités imputables aux différentes catégories d'activités, globalement et par catégorie, ainsi que le nombre de mois de dépenses en espèces que représente le solde des liquidités.

TABLEAU 3: RATIO DE ROTATION DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS À COURT TERME (en milliers de dollars)

	Développement	Secours d'urgence	IPSR	Opérations spéciales	Total pour toutes catégories d'activités 2004–2005	Total pour toutes catégories d'activités 2002–2003
Total des dépenses	515 342	2 039 213	1 913 735	257 352	4 725 642	4 631 274
Total des dépenses en espèces	427 542	1 686 036	1 392 415	257 352	3 763 345	2 924 934
Liquidités et placements à court terme en fin d'exercice	224 547	5 044	152 802	81 065	463 458	412 900
Liquidités et placements à court terme en fin d'exercice, en termes de mois de dépenses en espèces	12,6	0,1	2,6	7,6	3,0	3,4

10. Le total des soldes des liquidités imputables aux différentes catégories d'activités détenus au 31 décembre 2005, à savoir 463,5 millions de dollars, reflétait une progression de 12 pour cent par rapport au 31 décembre 2003. Ces soldes ont représenté 3,0 mois de dépenses en espèces pendant l'exercice biennal 2005-2005. Comme, pendant cet exercice, les dépenses en espèces se sont accrues de 28,7 pour cent par rapport à l'exercice biennal 2002–2003 (3,8 milliards de dollars contre 2,9 milliards de dollars), le ratio des soldes de trésorerie par rapport aux dépenses en espèces est tombé de 3,4 mois à 3,0 mois.
11. Comme le cycle d'exécution des projets relevant de la catégorie des activités de développement est plus long, les soldes de liquidités ont représenté pendant l'exercice biennal 2004–2005 12,6 mois de dépenses en espèces. Dans la catégorie des secours d'urgence, les soldes de liquidités ont été intégralement utilisés et le montant disponible a couvert uniquement 0,1 mois de dépenses. Les soldes de liquidités imputables à la catégorie des IPSR, représentant 2,6 mois de dépenses en espèces, ont été, comme l'on pouvait s'y attendre, plus proches de la moyenne pour l'ensemble des catégories d'activités.

Analyse des délais de règlement des comptes créditeurs et de recouvrement des contributions à recevoir

12. La présente section passe en revue les cycles opérationnels suivant lesquels le Programme honore ses engagements financiers et recouvre les contributions à recevoir.
13. Comme le montre le tableau 4, il faut en moyenne 4,2 mois pour régler les comptes créditeurs du Programme, entre le moment de l'engagement pris par le biais d'un contrat ou d'une commande et la date du décaissement.

TABLEAU 4: DÉLAI DE RÈGLEMENT DES COMPTES CRÉDITEURS (en milliers de dollars)	
	Solde moyen 2004–2005
Comptes créditeurs	261 116
Engagements non réglés	643 874
Total	904 990
Montant moyen des dépenses mensuelles ¹	216 593
Nombre de mois que prend le règlement des comptes créditeurs	4,2

¹ Sur la base des dépenses totales de l'exercice, soit 5 198 233 dollars, à l'exclusion des dépenses en nature.

14. Comme le montre le tableau 5, il faut en moyenne 6,1 mois, après qu'elles ont été confirmées par les donateurs, pour que le Programme puisse recouvrer les contributions à recevoir. La durée de la période de recouvrement dépend des procédures de paiement appliquées par deux des principaux donateurs. Ces derniers confirment leurs contributions bien avant les paiements, lesquels sont fondés, dans une certaine mesure, sur le remboursement des dépenses encourues au titre des projets.

TABLEAU 5: DÉLAI DE RECOUVREMENT DES CONTRIBUTIONS À RECEVOIR (en milliers de dollars)	
	Solde moyen 2004–2005
Contributions à recevoir	1 565 165
Montant moyen des recettes mensuelles provenant des contributions ¹	258 243
Nombre de mois requis pour convertir les contributions à recevoir en espèces	6,1

¹ Sur la base de 6 197 824 dollars de recettes au titre des contributions pour 2004–2005.

15. Il importe de noter qu'il existe un certain manque de correspondance entre les cycles de recouvrement des recettes en espèces et de décaissements en espèces, le cycle de recouvrement étant deux mois plus long que le cycle des décaissements. Comme le PAM entreprend ses activités de programmation dès qu'une contribution est confirmée, cela signifie que des dépenses peuvent effectivement être encourues pour un projet avant que le Programme n'ait reçu la contribution connexe. Toute accélération marquée des décaissements ou tout ralentissement prononcé du recouvrement des contributions à recevoir influe directement sur le montant global des soldes de trésorerie. Les décaissements, tout en suivant avec un certain décalage les activités de programmation, font apparaître des flux mensuels plus uniformes que les recettes en espèces, ce qui est dû pour l'essentiel au fait que les recettes provenant des contributions ne sont pas reçues chaque mois à un rythme stable mais sont plutôt caractérisées par l'arrivée de montants importants qui dépendent des schémas de paiement du donateur.



Analyse des recettes et des décaissements en espèces

16. Les informations concernant les soldes de trésorerie et les dépenses en espèces proviennent des états financiers, lesquels sont fondés sur la comptabilité d'exercice, de sorte que l'analyse ne tient pas compte comme il le faudrait des fluctuations saisonnières aussi bien des recettes en espèces que des décaissements. Ces fluctuations saisonnières ont un impact significatif sur les soldes de trésorerie imputables aux opérations de base du Programme.
17. Les recettes et les décaissements en espèces ont été analysés sur une base mensuelle pour l'ensemble de l'exercice biennal 2004–2005 ainsi que pour les trois premiers mois de 2006. L'instabilité des rentrées des contributions en espèces en comparaison de l'uniformité relative des décaissements de fonds au titre des projets a manifestement un impact sur les soldes de trésorerie détenus d'un mois sur l'autre. Les excédents ou déficits mensuels de liquidités peuvent être importants, avec des déficits dépassant 100 millions de dollars pendant six mois de la période considérée et des excédents encore plus élevés pendant cinq mois. Les chiffres cumulatifs par trimestre illustrent la mesure dans laquelle les soldes de trésorerie peuvent évoluer sur des périodes de courte durée.

TABLEAU 6: SCHÉMA DES RECETTES ET DES DÉCAISSEMENTS EN ESPÈCES, 2004–2006

Année	Mois	Total des recettes	Total des décaissements	Excédent (déficit) mensuel de liquidités	Excédent (déficit) trimestriel de liquidités
2004	Janvier 2004	165 929 316	132 332 970	33 596 346	
	Février 2004	622 861 615	109 543 435	513 318 180	
	Mars 2004	607 173 786	176 407 380	430 766 406	977 680 932
	Avril 2004	172 481 447	312 904 683	-140 423 235	
	Mai 2004	59 921 391	227 318 034	-167 396 643	
	Juin 2004	251 954 395	364 827 692	-112 873 296	-420 693 175
	Juillet 2004	60 372 591	337 185 698	-276 813 108	
	Août 2004	200 246 830	212 362 454	-12 115 624	
	Septembre 2004	104 605 951	189 456 008	-84 850 057	-373 778 789
	Octobre 2004	152 917 131	186 743 890	-33 826 759	
	Novembre 2004	264 931 237	124 622 772	140 308 464	
	Décembre 2004	166 122 134	189 164 720	-23 042 586	83 439 120
2005	Janvier 2005	253 711 665	143 043 777	110 667 888	
	Février 2005	112 739 190	170 812 972	-58 073 782	
	Mars 2005	190 154 358	205 539 305	-15 384 947	37 209 159
	Avril 2005	131 368 240	208 846 746	-77 478 506	
	Mai 2005	193 153 844	228 297 373	-35 143 529	
	Juin 2005	186 487 752	228 090 724	-41 602 972	-154 225 007
	Juillet 2005	158 997 072	226 381 135	-67 384 063	
	Août 2005	448 864 723	236 904 213	211 960 511	
	Septembre 2005	142 206 084	244 012 852	-101 806 768	42 769 680
	Octobre 2005	164 037 148	217 870 666	-53 833 518	
	Novembre 2005	303 220 176	222 447 433	80 772 743	
	Décembre 2005	194 865 058	229 673 612	-34 808 555	-7 869 330

TABLEAU 6: SCHÉMA DES RECETTES ET DES DÉCAISSEMENTS EN ESPÈCES, 2004–2006

Année	Mois	Total des recettes	Total des décaissements	Excédent (déficit) mensuel de liquidités	Excédent (déficit) trimestriel de liquidités
2006	Janvier 2006	87 628 261	208 683 168	-121 054 907	
	Février 2006	152 835 267	193 816 712	-40 981 446	
	Mars 2006	123 329 084	197 483 769	-74 154 686	-236 191 039

À l'exclusion des mouvements de fonds entre comptes bancaires et comptes de placements. Les décaissements reflètent les montants versés aux bureaux extérieurs par le siège plutôt que les décaissements versés à des tierces parties par les bureaux extérieurs. L'analyse est fondée sur les dates de valeur des recettes en espèces plutôt que sur les dates auxquelles elles sont comptabilisées dans les écritures.

18. Le profil des recettes est relativement instable en raison de la forte concentration des contributions provenant des principaux donateurs ainsi que des contributions reçues pour la réalisation d'opérations de grande envergure. L'opération en Iraq a eu un impact marqué sur le schéma des recettes et des dépenses en espèces, surtout pendant les trois premiers trimestres de 2004. Le très considérable excédent de liquidités constaté pendant le premier trimestre de 2004 est dû à la réception de deux importantes contributions destinées aux opérations en Iraq, pour des montants de 350 millions de dollars (reçue le 23 février 2004) et 450 millions de dollars (reçue le 3 mars 2004) respectivement.

Résumé

19. Étant donné les éléments ci-après, le Programme doit, pour pouvoir poursuivre ses activités opérationnelles, disposer de soldes de trésorerie:
- Les montants en espèces provenant du recouvrement des contributions sont instables en raison des procédures de paiement des donateurs, du fait que les contributions sont concentrées entre un petit nombre de principaux donateurs et des contributions versées pour des opérations de grande envergure.
 - Il existe un net manque de correspondance entre les cycles de décaissement et de recouvrement, de sorte qu'il faut pouvoir continuer de financer les activités si les décaissements s'accroissent ou les recouvrements se ralentissent.
 - Il faut disposer pour les différentes catégories d'activités de soldes de trésorerie représentant 3,0 mois de dépenses en espèces.

SOURCES ET NIVEAUX APPROPRIÉS DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS A COURT TERME

20. Aux fins d'analyser, dans cette section, les sources et les niveaux appropriés des soldes de liquidités, il faut introduire un ajustement entre catégories pour tenir compte du fait que différentes ressources imputées aux autres postes du Fonds général et aux comptes spéciaux sont destinées à des activités opérationnelles qui appuient directement la réalisation des différentes catégories d'activités. Ces ressources, qui représentent 68,2 millions de dollars, comprennent les contributions non programmées imputées au Fonds général et aux comptes spéciaux comme les technologies de l'information et des communications, l'Équipe d'intervention rapide et d'appui pour les technologies de l'information et des télécommunications (FITTEST), l'Entrepôt de fournitures humanitaires



des Nations Unies et le Compte spécial pour les services de transports aériens. Pour tenir compte de l'impact de ces ressources, les montants correspondant aux différentes catégories d'activités comprennent 68,2 millions de dollars au titre d'autres activités opérationnelles. Les liquidités reflétées sous la rubrique des autres postes du Fonds général et des comptes spéciaux sont réduites du même montant.

21. Comme le PAM est une organisation intégralement financée au moyen de contributions volontaires, tous les soldes de trésorerie, en définitive, proviennent des contributions des donateurs et de recettes accessoires. Les sources des soldes de trésorerie au 31 décembre 2005 et les niveaux de liquidités dont le Programme devrait disposer sont expliqués dans les paragraphes ci-après.

Liquidités liées aux différentes catégories d'activités et aux autres activités opérationnelles (531,7 millions de dollars)

⇒ Différentes catégories d'activités (463,5 millions de dollars)

22. Les sources sont:

- Ressources en espèces reçues des donateurs pour couvrir les coûts opérationnels directs afférents aux projets approuvés qui n'ont pas été décaissées du fait de la non-liquidation de certains engagements et de l'échelonnement de l'exécution des projets. Il s'agit de fonds qui sont nécessaires pour couvrir les engagements du Programme et les dépenses futures afférentes aux projets pour lesquels les contributions des donateurs ont été reçues.
- Soldes non dépensés de projets clos détenus dans les comptes des donateurs en attendant que ceux-ci décident si les fonds en question seront reprogrammés ou devront être remboursés.
- Recettes provenant d'utilisateurs autres que le PAM de services de transports aériens dans le cadre d'opérations spéciales.

⇒ Autres activités opérationnelles (68,2 millions de dollars)

23. Les sources sont:

- Contributions non programmées des donateurs détenues dans le Fonds général en attendant que les donateurs indiquent les catégories d'activités ou projets auxquels les contributions doivent être allouées (29,1 millions de dollars).
- Comptes spéciaux, y compris pour les activités TIC, FITTEST, l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies et les services de transports aériens, qui sont financés par les contributions des donateurs et par le biais des mécanismes internes d'imputation aux projets (39,1 millions de dollars).

Niveaux appropriés

24. Les niveaux des liquidités qui doivent être détenues pour l'exécution des différentes catégories d'activités, y compris les autres activités opérationnelles, dépendent essentiellement de trois facteurs:

- i) la mesure dans laquelle les donateurs ont acquitté leurs contributions confirmées;
- ii) le niveau des engagements non réglés;



- iii) le taux d'utilisation des ressources et la période que doit durer l'exécution des projets approuvés pour lesquels des contributions ont été mobilisées (sous forme de contributions confirmées).
25. Le niveau minimum des liquidités détenues par le Programme devrait représenter: i) l'équivalent de 90 jours en moyenne de dépenses en espèces, ou ii) le montant total des engagements représentés par les comptes créditeurs, déduction faite des autres comptes débiteurs, si ce chiffre est plus élevé.
26. Au 31 décembre 2005, le montant des engagements non réglés dus par le Programme au titre des différentes catégories d'activités était de 649,8 millions de dollars.
27. La différence entre les liquidités détenues, à savoir 531,7 millions de dollars, et le niveau qu'elles devraient atteindre, c'est-à-dire 649,8 millions de dollars, représente les montants en espèces dus par les donateurs au titre du versement de leurs contributions, y compris par les donateurs qui paient une partie de leurs contributions sur la base de remboursements.

Liquidités imputables au Fonds général et aux comptes spéciaux (362,4 millions de dollars), déduction faite des ressources allouées à d'autres activités opérationnelles, incluses ci-dessus

28. Pour une large part, les soldes de trésorerie détenus au titre du Fonds général et des comptes spéciaux sont déterminés par les décisions du Conseil d'administration ou du Directeur exécutif et peuvent être rangés dans les sous-catégories ci-après.

⇒ **Réserves (137,3 millions de dollars)**

29. Les sources sont:
- Réserve opérationnelle, établie par le Conseil d'administration en application de l'article 10.5 du Règlement financier à un niveau de 57 millions de dollars pour assurer le financement des opérations en attendant la réception des contributions (57,0 millions de dollars).
 - Compte d'intervention immédiate (CII) établi par le Conseil avec un objectif minimum de dotation de 70 millions de dollars en tant que mécanisme de financement flexible devant permettre au Programme d'intervenir sans tarder lorsque surgissent des situations d'urgence. Le CII est financé au moyen de contributions des donateurs (30,8 millions de dollars).
 - Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs (CAD), d'un montant de 60 millions de dollars, approuvé par le Conseil d'administration pour pouvoir faire l'avance des CAD initiaux des projets en attendant que les contributions soient reçues (49,5 millions de dollars).

Niveaux appropriés

30. Toutes les réserves doivent reposer sur des liquidités pour faire en sorte que des soldes soient disponibles à tout moment aux fins pour lesquelles la Réserve a été créée.



31. L'un des buts de la Réserve opérationnelle est de couvrir les déficits pouvant résulter de la non-matérialisation de contributions prévues sur la base desquelles des avances avaient été faites pour l'exécution de projets dans le cadre du Fonds de roulement approuvé de 180 millions de dollars. Des 150,9 millions de dollars d'avances accordées pendant l'exercice biennal, il a été remboursé 93,3 millions de dollars. Au 31 décembre 2005, le montant non remboursé des avances consenties sur le Fonds de roulement était de 57,6 millions de dollars, dont il se peut que 6,2 millions de dollars doivent être passés par pertes et profits au titre de la Réserve opérationnelle en 2006.
32. Au 31 décembre 2005, le solde du CII était inférieur de 39,2 millions de dollars au niveau fixé comme objectif. Il se peut que ce déficit soit réduit par le remboursement au CII, au moyen des contributions reçues des donateurs, des montants initialement accordés par celui-ci pour le financement de projets, mais il n'est pas possible de prédire ce que représenteront ces remboursements. En tout état de cause, il est peu probable que les montants remboursés à l'avenir réduisent de beaucoup le déficit de 30,8 millions de dollars par rapport aux 70 millions de dollars, objectif fixé par le Conseil pour la dotation du CII.
33. Les ressources en espèces du Mécanisme d'avances pour les CAD sont inférieures au niveau que doivent représenter ces réserves, à savoir 60 millions de dollars, du fait qu'il reste 10,5 millions de dollars d'avances non remboursées. À en juger par l'expérience passée, toutes ces avances seront certainement remboursées intégralement. Le solde au 31 décembre 2005 est par conséquent considéré comme approprié.

⇒ *Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes (AAP) (107,9 millions de dollars)*

34. Les sources sont:
- Les réserves détenues au titre du Compte de péréquation des dépenses AAP représentent le montant cumulé des coûts d'appui indirects (CAI) non dépensés en clôture d'exercice, déduction faite des allocations approuvées par le Conseil d'administration. Le solde de ce compte, à savoir 122,0 millions de dollars, tel que reflété dans les comptes vérifiés de l'exercice biennal, doit être ajusté pour tenir compte des contributions qui n'ont pas encore été reçues et des engagements qui n'ont pas encore été réglés, le solde effectif étant de 107,9 millions de dollars.
 - Le Compte de péréquation des dépenses AAP est utilisé comme indiqué par le Conseil.

Niveau approprié

35. Le niveau approprié des réserves de liquidités détenues dans le Compte de péréquation des dépenses AAP pendant un exercice biennal devrait être égal au budget AAP approuvé, déduction faite des dépenses encourues jusqu'à la date considérée de l'exercice biennal. D'un autre côté, comme expliqué dans le document soumis au Conseil au sujet de l'examen du taux de recouvrement des coûts d'appui indirects, il devrait être maintenu au titre du Compte de péréquation des dépenses AAP une réserve d'environ 66 millions de dollars pour que le Programme dispose de ressources suffisantes pour réduire progressivement les dépenses AAP en cas de contraction significative des recettes provenant du recouvrement des CAI.



⇒ *Autres comptes (120,0 millions de dollars)*

36. Les sources sont:

- Fonds d'auto-assurance, alimenté par les primes imputées aux contributions versées par les donateurs pour l'exécution de projets ainsi que par les montants recouverts des transporteurs (29,6 millions de dollars).
- Fonds de contrepartie des contributions des donateurs émergents, qui a été créé grâce à la contribution versée par un donateur et qui est utilisé pour compléter les contributions de donateurs non habituels (41,2 millions de dollars).
- Autres postes du Fonds général qui comprennent les recettes accessoires et qui sont administrés sur les instructions du Conseil d'administration (12,7 millions de dollars).
- Montants (nets) des comptes débiteurs/crédoeurs relevant du Fonds général (36,5 millions de dollars).

Niveaux appropriés

37. Le Fonds d'auto-assurance doit reposer sur des ressources suffisantes pour couvrir les dépenses approuvées. Le surcroît éventuel de liquidités par rapport aux besoins peut être reprogrammé avec l'autorisation du Conseil. Les niveaux appropriés du Fonds d'auto-assurance a été fixé à 20 millions de dollars et, par le passé, le Conseil a approuvé l'utilisation des montants dépassant ce niveau.
38. Le Fonds de contrepartie des contributions des donateurs émergents doit être doté de liquidités correspondant intégralement au montant devant être utilisé conformément aux règles régissant son administration. Le niveau fixé comme objectif pour l'utilisation des ressources du Fonds est de 4 millions de dollars par an, l'intention étant de faire en sorte que le produit des placements suffise à tout moment à couvrir les besoins.
39. Les autres postes du Fonds général doivent être intégralement couverts, leur utilisation étant déterminée par le Conseil. Le montant net des comptes crédoeurs doit être couvert par des liquidités équivalentes.

Liquidités imputables aux opérations bilatérales et aux fonds d'affectation spéciale (236,1 millions de dollars)

40. Les soldes de trésorerie détenus au titre des opérations bilatérales et des fonds d'affectation spéciale sont régis par les accords spécifiques conclus avec les donateurs.
41. La source est:
- Liquidités reçues des donateurs pour la réalisation d'opérations bilatérales et fonds d'affectation spéciale qui n'ont pas été décaissés aux donateurs. Les soldes de trésorerie détenus au 31 décembre 2005 comprenaient un montant de 110 millions de dollars imputable à l'opération bilatérale en Iraq, qui est en attente de remboursement ou de reprogrammation, selon ce qui sera décidé à l'issue des discussions en cours avec le donateur.

Niveau approprié

42. Les liquidités détenues dans cette catégorie doivent représenter l'équivalent de la partie non décaissée des contributions (qui sont toutes reçues en espèces avant les dépenses).



43. Étant donné la nature des liquidités détenues au titre des opérations bilatérales et des fonds d'affectation spéciale, il ne peut pas être déterminé de niveau approprié. Les soldes détenus doivent représenter l'équivalent de la partie non dépensée des contributions reçues, quel que soit le niveau.

Résumé du niveau effectif/approprié des soldes de trésorerie

44. Le tableau 7 illustre le niveau effectif des soldes de liquidités et des placements à court terme au 31 décembre 2005 en comparaison de leurs niveaux appropriés, tels que déterminés sur la base des critères indiqués ci-dessous. Le tableau fait apparaître l'excédent ou le déficit de liquidités pour chacune des principales catégories.

TABLEAU 7: NIVEAUX EFFECTIFS/APPROPRIÉS DES SOLDES DE LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS À COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2005					
	Niveaux effectifs		Niveaux appropriés		Excédent/ (déficit)
Catégories d'activités et autres activités opérationnelles					
Différentes catégories d'activités	463,5				
Autres activités opérationnelles	68,2				
Total partiel		531,7	649,8		(-118,1)
Fonds général et comptes spéciaux					
Réserves					
Réserve opérationnelle	57,0		57,0		
CII	30,8		70,0		
Mécanisme d'avances pour les CAD	49,5		49,5		
Total partiel	137,3		176,5		(-39,2)
Compte de péréquation des dépenses AAP	107,9		66,0		41,9
Autres comptes					
Fonds d'auto-assurance	29,7		20,0		
Fonds de contrepartie pour les contributions des donateurs émergents	41,2		41,2		
Autres postes du Fonds général (intérêts)	12,7		12,7		
Montants (nets) des comptes débiteurs/crédoeurs	33,6		33,7		
Total partiel	117,2		107,6		9,6
Total partiel		362,4	350,1		12,3
Opérations bilatérales et fonds d'affectation spéciale		236,1	236,1		0,0
Total		1 130,2	1 236,0		(-105,8)

CONCLUSION

45. La conclusion que l'on peut tirer des informations qui précèdent est que les soldes de liquidités et les placements à court terme du PAM sont inférieurs d'environ 106 millions de dollars à leurs niveaux appropriés par suite, principalement, du fait que les soldes détenus au titre des différentes catégories d'activités et des autres activités opérationnelles sont inférieurs aux montants des engagements et du montant net des comptes crédoeurs.
46. Le Secrétariat considère que les niveaux actuels sont raisonnables compte tenu des contributions attendues des donateurs pour la réalisation des différentes catégories d'activités.



47. Des ajustements doivent être apportés aux soldes de trésorerie détenus au titre du CII et du Compte de péréquation des dépenses AAP. Des comptes et propositions à ce sujet figurent dans le document d'actualisation du Plan de gestion soumis au Conseil. Le Secrétariat présentera également au Conseil, lors d'une session future, des propositions concernant l'utilisation des soldes excédentaires du Fonds d'auto-assurance.
48. Le Secrétariat a l'intention de suivre régulièrement tous les soldes de trésorerie et de veiller à ce que tout solde non utilisé, par exemple au titre des opérations bilatérales et des fonds d'affectation spéciale, soit remboursé ou reprogrammé sans tarder.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	Budget administratif et d'appui aux programmes
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CFO	Division du Directeur financier
CFOA	Bureau de la comptabilité générale
CII	Compte d'intervention immédiate
FITTEST	Équipe d'intervention rapide et d'appui pour les technologies de l'information et des télécommunications